Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

50 | 2015

Sociétés et forces de sécurité au XIX^e siècle

Delphine DIAZ, *Un asile pour tous les peuples ? Exilés et réfugiés étrangers en France au cours du premier XIX^e siècle*

Paris, Armand Colin, 2014, 317 p. ISBN : 978-2-200-28927-0. 28 euros.

Philippe Rygiel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4906>

DOI : 10.4000/rh19.4906

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2015

Pagination : 256-258

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Philippe Rygiel, « Delphine DIAZ, *Un asile pour tous les peuples ? Exilés et réfugiés étrangers en France au cours du premier XIX^e siècle* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 50 | 2015, mis en ligne le 01 juillet 2015, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4906> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4906>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Tous droits réservés

Delphine DIAZ, *Un asile pour tous les peuples ? Exilés et réfugiés étrangers en France au cours du premier XIX^e siècle*

Paris, Armand Colin, 2014, 317 p. ISBN : 978-2-200-28927-0. 28 euros.

Philippe Rygiel

RÉFÉRENCE

Delphine DIAZ, *Un asile pour tous les peuples ? Exilés et réfugiés étrangers en France au cours du premier XIX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2014, 317 p. ISBN : 978-2-200-28927-0. 28 euros.

- 1 Delphine Diaz nous offre, par ce volume tiré d'une thèse récemment soutenue, une synthèse consacrée à l'exil et aux exilés dans la France du premier XIX^e siècle. Non sans audace : le sujet a nourri une étude de Gérard Noiriel devenue un classique, fait l'objet déjà d'assez nombreux travaux et d'une synthèse récente due à Greg Burgess, il est vrai dans un cadre plus large¹.
- 2 L'auteur justifie son entreprise d'abord par la nécessité de prendre en compte des tendances historiographiques récentes qui, de l'étude des phénomènes transnationaux au renouveau de la démarche comparatiste, semblent particulièrement propices à une reprise à nouveaux frais de ce dossier. Elle affirme également son souci de lier ensemble une étude de l'asile, c'est-à-dire des rapports de force politiques qui le permettent et des pratiques d'État qui l'enserrent, et une histoire sociale des exilés qui s'attache à reconstituer conditions et cadres de vie, parcours individuels et sociabilités, dimensions de fait rarement associées.
- 3 Delphine Diaz mobilise un appareil de sources à la fois riche et varié qui permet de croiser les points de vue et les échelles d'analyse. Certains des fonds mobilisés sont classiques (archives départementales, fonds ministériels), d'autres plus neufs, et jusque-là peu (archives d'outre-mer) ou pas (fonds privés, en particulier ceux de Guizot,

Lafayette, Barrot) exploités dans cette perspective. Ces matériaux permettent à l'auteur de nous proposer, après une étude, au travers les dictionnaires, du lexique de l'exil et de son évolution, une chronologie et une cartographie fine de l'exil en France de la fin du XVIII^e siècle à la Seconde République, sans s'interdire quelques utiles retours sur la période antérieure.

- 4 La genèse des pratiques administratives et les débats politiques relatifs à l'asile sont ensuite précisément étudiés avant que ne s'ouvre la partie la plus neuve de l'ouvrage, au cours de laquelle l'auteur s'applique à reconstituer les vies et parcours des réfugiés et exilés en s'attachant à leurs pérégrinations à travers l'Europe, certains volant de crises révolutionnaires en révolte et, les deux thèmes ne sont pas sans lien, à leurs activités et à leurs sociabilités politiques.
- 5 L'ensemble, clairement exposé, est à la fois solide et utile. Cela se dit d'une bonne synthèse ce que n'est pas seulement ce volume. Il témoigne également d'une recherche, d'un souci constant d'apporter du neuf ou de renouveler notre regard. L'auteur y parvient de plusieurs façons. L'étude fine de la gestion des réfugiés permet de faire émerger les oscillations des stratégies disciplinaires élaborées et mises en œuvre durant la période. Elle nous offre ainsi quelques belles pages mettant en lumière la tension entre volonté de dispersion des groupes réfugiés, afin de préserver l'ordre public, et regroupements qui favorisent la surveillance. L'attention portée à la sociabilité des réfugiés autorise quant à elle à montrer à la fois la diversité et la puissance parfois des soutiens dont bénéficient certains au sein de la société française, et les relations qui se nouent entre exilés, voyageurs et étudiants, cimentant une exopolitie, pour reprendre le terme forgé par Stéphane Dufoix², dont les réfugiés sont loin d'être les seuls acteurs. Ce ne sont là que quelques exemples. Nous trouvons également dans cet ouvrage des éléments neufs, ou des points de vue nouveaux lorsque l'auteur évoque la pratique, loin d'être rare ou marginale, de l'expulsion, et suit finement la politique de la Seconde République ou la tardive et réticente prise en compte des conjoint-e-s des réfugiés par les autorités.
- 6 Il nous faut cependant, sur quelques points, émettre quelques réserves.
- 7 La qualification de certains débats, de certaines décisions au moyen d'un lexique qui n'est guère d'époque, pourra laisser le lecteur parfois dubitatif. L'auteur repère ainsi à plusieurs reprises des traces de « xénophobie » ou l'expression d'une « préférence nationale », termes qui renvoient en ce champ à des réalités et à des usages linguistiques qui prennent sens en un tout autre contexte et dont il me semble que l'usage conduit parfois à des lectures trop univoques de documents parfois bien ambigus. Quand Clausel de Coussergues, ainsi, s'étonne que l'on aide les libéraux espagnols « complices de Buonaparte » alors que les anciens émigrés n'ont reçu selon lui que peu de secours, il n'est pas certain qu'il manifeste « une volonté d'accorder la préférence aux nationaux » (p. 83-84).
- 8 D'autre part, l'une des thèses mises en avant par l'auteur m'apparaît discutable, ou du moins insuffisamment étayée. Contre, dit-elle, la vision traditionnelle, d'une monarchie de Juillet qui aurait inventé l'asile, elle insiste sur la continuité des pratiques tout au long de la monarchie censitaire, l'après-1830 voyant toutefois ces pratiques codifiées et perfectionnées, cependant que change le sens même du secours accordé aux exilés : à un asile de la compassion, secours du souverain aux malheureux, succéderait une gestion plus rationnelle. Cela pose problème à plusieurs titres. D'une part certaines des ruptures introduites par Juillet sont passées sous silence, ainsi de la décision, notifiée

assez rapidement à l'appareil diplomatique, de ne pas rendre les déserteurs aux souverains qui les réclameraient, car leur insoumission peut avoir un caractère politique qui modifie, sans que cela soit inscrit dans la loi, les contours de la catégorie « réfugié », telle que la pratique permet de la définir. Cela peut de plus conduire à opposer l'asile accordé aux persécutés et le refuge offert aux malheureux, qui ne sont pas cependant deux conceptions successives d'une même pratique mais deux notions anciennement distinguées – on les trouve clairement définies chez Vattel – et vivantes encore tout au long du XIX^e siècle, soit deux répertoires discursifs entre lesquels les acteurs politiques peuvent choisir tout au long de la période. Que Charles-Louis Clément, ancien serviteur de l'Empire et plus tard indéfectible soutien de la monarchie de Juillet, défende ainsi les libéraux espagnols en 1814 peut être lu de bien d'autres façons que comme un signe conduisant à conclure que les principes de la charité chrétienne inspirent la politique menée alors ou ses acteurs. En d'autres termes, il pourra parfois sembler qu'en ce qui concerne la politique d'asile, les facteurs permettant de rendre compte des décisions prises et les contraintes pesant sur la façon dont elles peuvent se dire dans le contexte ne sont pas toujours assez clairement distingués.

- 9 Il nous semble enfin que la fin de la conclusion succombe à une tentation fréquente chez les historiens du passé migratoire de la France prompts à revenir des archives nationales avec la preuve de l'irréductible originalité française. Si l'on veut bien que l'histoire longue de l'asile en France témoigne d'une forte tension entre le souvenir de l'asile accordé par les révolutionnaires aux défenseurs de la liberté et les nécessités pratiques et politiques qui conduisent à limiter l'octroi de l'asile, tension qui caractérise toute la période, un constat similaire pourrait être fait pour la Belgique d'après 1830, étudié par Frank Caestecker³, isolat libéral dont les élites sont fières d'accorder protection aux victimes des despotes, voire la Suisse d'après 1848 ou l'Angleterre tout au long du siècle, qui est de fait pour beaucoup l'asile en dernier ressort, mais non sans tensions internes et entorses de fait à un libéralisme de principes.
- 10 On l'aura compris cependant, si quelques points peuvent appeler des réserves, particulièrement d'ailleurs ceux qui ne sont pas centraux dans le propos de l'auteur, ce livre devra être lu par ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'exil ou aux vagues migratoires qui ont affecté la France du premier XIX^e siècle et relève le difficile défi d'apporter un point de vue et des connaissances nouvelles sur un thème déjà très travaillé.

NOTES

1. Greg Burgess, *Refuge in the Land of Liberty. France and its Refugees, from the Revolution to the End of Asylum, 1787-1939*, New York, Palgrave Macmillan, 2008.
2. Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais, Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

3. Frank Caestecker, *Alien Policy in Belgium, 1840-1940. The Creation of Guest Workers, Refugees and Illegal Aliens*, New York/Oxford, Berghahn, 2001.